



SSP HAUTES ÉCOLES

LETTRE D'INFORMATION DU SYNDICAT DES SERVICES PUBLICS

DANS LES HAUTES ÉCOLES: PREMIÈRES LEÇONS DE LA PANDÉMIE

SPÉCIAL COVID
SEPTEMBRE 2020

La pandémie a créé de nombreux problèmes dans les Hautes Ecoles en tant que lieu de travail et de formation. Mais elle a également agi comme un révélateur et un catalyseur de problèmes préexistants qu'il est d'autant plus urgent de régler ainsi que des forces sur lesquels s'appuyer pour les résoudre, en premier lieu celle du service public.

LA FORCE DU SERVICE PUBLIC.

La pandémie de Covid-19 a montré une chose : en période de crise, les services publics sont plus indispensables que jamais.

Tout ce qui constitue le service public a permis à la société de continuer à fonctionner durant cette période. C'est évidemment vrai dans le secteur de la

santé, où les hôpitaux publics et des soins gratuits et égalitaires (ce qui n'est pas le cas en Suisse) ont constitué des remparts décisifs contre le virus. Ça l'est aussi dans les transports en commun, où le maintien d'un service malgré la chute brutale de la fréquentation a pu être garanti. Ça l'est enfin pour l'éducation, de la première année d'école jusqu'au doctorat. Dans le domaine des Hautes Écoles, nous avons vu par exemple certaines institutions privées s'inquiéter à l'idée de perdre des "parts de marché" et des "clients", alors que le service public assurait l'essentiel à tous les niveaux. Et s'il a pu le faire, c'est grâce à l'engagement de celles et ceux qui font ce service public, c'est à dire nous tou-te-s, qui y travaillons parce que ce

que nous y faisons a un sens pour nous. Il faudra veiller à ce que personne ne l'oublie à l'avenir.

Les innombrables attaques portées contre les services publics ces dernières années ont montré leur dangerosité pendant cette situation de crise. La capacité des différents services publics à répondre aux besoins exceptionnels auxquels nous avons fait face a été systématiquement affaiblie par des forces politiques qui les considèrent comme des vieilleries à ranger au rayon des antiquités et veulent à toute force les remplacer par des entreprises privées. L'ineptie de ces conceptions, que nous dénonçons depuis des décennies, a éclaté au grand jour depuis le mois de mars. (suite au dos).



CONSÉQUENCES POUR LES CONTRATS PRÉCAIRES ET LE PAT.

Dans les Hautes Écoles, la crise de ce printemps va avoir des conséquences à long terme, en particulier pour toutes les personnes, très nombreuses, qui n'y disposent pas d'un contrat stable.

La situation ne se terminera pas au moment où un vaccin et un traitement auront été mis au point et où les activités pourront repartir. Les incertitudes, déjà très élevées en temps normal, ont encore augmenté depuis le mois de mars et nécessitent des mesures exceptionnelles.

Les mois de fermeture des campus ont été particulièrement exténuants pour le personnel administratif et technique, qui a accumulé les heures supplémentaires et a dû se plier à des transformations de son travail absolument exceptionnelles. Ici aussi, son engagement doit être reconnu sérieusement par leur hiérarchie, sans se contenter d'applaudissements ou de remerciements verbaux.

L'AUTORITARISME ET LA DÉSERTION.

La crise de ce printemps a sans surprise révélé les carences de certaines hiérarchies, dépassées par les événements et faisant preuve à cette occasion d'un dangereux mélange d'autoritarisme et de désertion. D'une part, nous recevions de manière répétée des demandes tatillonnes afin d'obtenir des informations beaucoup trop détaillées, et de l'autre des décisions essentielles pour la poursuite de nos activités n'étaient pas prises, ou l'étaient trop tard.

La situation appelait pourtant une réaction exactement inverse: accorder une marge aussi importante que possible à l'autonomie de chacun-e tout en redoublant de présence pour aider celles et ceux qui en avaient besoin et qui, souvent, ne l'exprimaient pas. La gestion désastreuse de la prolongation des contrats des assistant-e-s à l'UNIL n'a qu'été l'un des exemples les plus flagrants de cette désertion autoritaire.

On a aussi assisté à des injonctions zombies durant cette période, avec des hiérarchies incitant à produire, publier, lancer des projets ou des collaborations internationales ou, exemple le plus cocasse tout de même, créer des start-up... alors que toutes ces activités étaient totalement à l'arrêt et, pour certaines, sont appelées à le rester pendant longtemps.

Tout ceci n'a fait que révéler la perte totale du sens des réalités chez une partie des managers de l'enseignement et de la recherche dans les Hautes Écoles. Il reste à espérer que le ridicule de ces demandes les disqualifiera définitivement.

Plus généralement, le confinement a montré le manque de robustesse et de souplesse des outils promus à grand bruit par les directions d'établissement, le FNS, le SEFRI ou d'autres depuis des années. Ce qui a le mieux résisté ce printemps, ce sont les activités réalisées sur les budgets publics, avec des contrats et des salaires stables, qui ne s'accompagnent pas d'une contrainte permanente de temps et de "productivité". Les nouvelles politiques de la recherche montrent dès lors quel est leur fonctionnement réel: derrière une rhétorique de l'adaptation, de l'incertitude et du risque, elles nécessitent en réalité un cadre parfaitement

stable et certain, que l'on demande aux institutions et aux budgets publics de procurer. Ce que la pandémie a montré à l'échelle de la société se passe sans cesse au niveau individuel. Les maladies, les accidents, les moments de fatigue ou les difficultés diverses nécessitent eux aussi un cadre solide qui permette de les surmonter le mieux possible. Dans les deux cas, ce sont les garanties offertes par un service public, des contrats stables et des conditions de travail correctes qui seules peuvent le faire avec autant d'efficacité.

LES JOIES DU TÉLÉ-ENSEIGNEMENT.

Au niveau de l'enseignement, les Hautes Écoles se sont lancées dans ce semestre d'automne avec des modalités variées, sans même tenter de faire un bilan sérieux du semestre de printemps et des problèmes rencontrés lors du passage brutal et contraint à l'enseignement à distance. Celui-ci n'est pas une solution durable et pose au moins autant de problèmes qu'il n'en résout. Il n'a convaincu que celles et ceux qui n'ont pas dû l'expérimenter, notamment les managers aux différents niveaux des hiérarchies qui se sont bruyamment enthousiasmés semaine après semaine pour le nombre d'heures de cours mises en ligne par d'autres. Pour celles et ceux qui ont dû se plier aux contraintes très fortes de ces nouvelles modalités d'enseignement, elles sont apparues pour ce qu'elles étaient, à savoir des solutions de secours à n'utiliser qu'en cas d'urgence.

L'enseignement à distance doit rester un outil de dernier recours et il est impératif que les Hautes Écoles travaillent à en limiter l'usage autant que possible. Une part importante de l'éducation se fait grâce aux interactions directes entre les enseignant-e-s et les étudiant-e-s. Celles et ceux qui en doutaient ont pu en faire l'expérience ces derniers mois.

RETROUVER UN ESPACE PUBLIC.

Nous avons tou-te-s remarqué ces derniers mois l'extrême isolement de nos collègues et le manque de contacts que la fermeture des campus et l'installation des mesures sanitaires dans la durée ont provoqué.

Cet isolement a mille raisons: contraintes domestiques, familiales, conjugales, surplus de travail consécutif au confinement, menaces sanitaires, etc.

Quelles que soient ces raisons et en plus des conséquences négatives qu'il a sur les personnes concernées, cet isolement est proprement catastrophique pour la défense des salarié-e-s. L'un des enjeux de cette rentrée sera donc de retrouver dès que possible des lieux de rencontre et de discussion, c'est-à-dire un véritable espace public au sein de nos Hautes Écoles, car celui-ci a disparu depuis ce printemps.

MÉPRIS POUR LES SYNDICATS.

Les décisions prises par les directions des Hautes Écoles n'ont pas brillé par l'intégration des organisations syndicales au moment où elles étaient discutées.

Plus généralement, elles n'ont pas non plus jugé bon de faire appel aux connaissances des salarié-e-s pour envisager la réaction à



apporter à cette situation d'exception à laquelle tout le monde était confronté, alors même que c'étaient précisément celles-là qui leur auraient été les plus utiles. Cela explique d'une part le caractère parfois très baroque des décisions qui ont été prises, et d'autre part leur inefficacité.

Les organisations représentatives des salarié·e·s sont plus importantes que jamais en période de crise, des directions responsables auraient dû le savoir. Négocier avec elles permet de s'assurer que l'on prend les décisions qu'il faut et qui seront acceptées, que l'on traite les problèmes les plus urgents, et que l'on n'en oublie pas faute d'en être informés. Cela permet, en d'autres termes, de gagner beaucoup de temps.

Cette mise à l'écart a donc conduit, sans surprise, au gaspillage d'un temps précieux, pour les directions comme pour les salarié·e·s. Ce mépris pour les organisations syndicales et pour les salarié·e·s est extrêmement inquiétant et ne pourra être combattu que par l'affirmation de syndicats forts et de revendications qui le sont tout autant dans toutes les Hautes Écoles. Il a fait apparaître au grand jour une conception purement verticale du pouvoir, la moins démocratique et la plus inefficace de toutes. Ce que les institutions, en période normale, ne font que modérer a pu s'exprimer dans toute sa nudité depuis le mois de mars.

Revendications du SSP-Hautes Ecoles

La crise du Covid pose des questions essentielles sur les Hautes Ecoles comme lieu de travail et de formation. Ces questions relèvent d'abord de la gestion des conséquences de la période de confinement; ensuite de la meilleure manière d'appréhender la phase d'incertitude actuelle; enfin de problèmes plus fondamentaux mis en avant par cette période.

Le SSP en a tiré une liste de revendications:

- Augmentation des budgets publics pour les Hautes Écoles.
- Revalorisation salariale immédiate pour tous les personnels essentiels au fonctionnement des Hautes Écoles et qui ont été d'astreinte durant le confinement (en particulier dans le personnel administratif et technique).
- Reconnaissance intégrale des heures supplémentaires effectuées depuis le mois de mars.
- Remboursement des frais engagés par les salarié·e·s depuis ce printemps pour pouvoir travailler à distance (mobilier ergonomique, matériel informatique, connexion internet, etc.).
- Prise en compte dès cet automne d'une "année blanche" dans les CV de tou-te-s les candidat·e·s à des postes.
- Prolongations supplémentaires des contrats précaires pour toutes les personnes qui en font la demande.
- Reprise de l'enseignement présentiel, aussi vite que possible et partout où les conditions sanitaires le permettent.
- Suppression des taxes d'études pour le semestre d'automne 2020.
- Mise à disposition gratuite des moyens de protection essentiels – masques, gants, gel hydroalcoolique – pour tou-te-s les salarié·e·s et les étudiant·e·s.
- Garantie d'une protection exemplaire pour toutes les personnes à risque.
- Retour à un fonctionnement normal de tous les organes délibératifs.
- Dans tous les établissements, un bilan pédagogique et institutionnel de la période de confinement et de post-confinement doit être réalisé par une commission indépendante des organes de direction et composée de représentant·e·s des différents corps.
- Prise en compte par les hiérarchies des positions des salarié·e·s et des étudiant·e·s dans la gestion des Hautes Écoles, et l'ouverture de négociations en cas de divergence.
- Reprise des discussions régulières avec les organisations syndicales.
- Abandon progressif du financement de la recherche par projets.
- Généralisation des postes stables d'enseignement et de recherche.

Pour discuter de ces différentes demandes et en ajouter d'autres, des Assemblées générales du personnel auront lieu dans différents établissements à la rentrée.



MOBILISONS NOUS POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE LES HAUTES ECOLES DE DEMAIN

Les derniers mois ont montré très clairement que les revendications syndicales que nous défendons depuis des années contre les réformes néolibérales des universités indiquent la voie pour les Hautes Écoles de demain. Ces transformations n'advieront pas par magie, mais par la mobilisation des chercheuses et des chercheurs, des enseignant·e·s, du personnel administratif et technique.

Rejoignez-nous !

INFORMATIONS - ADHÉSION

Le SSP- Section Hautes Écoles est le groupe du Syndicat suisse des services publics qui réunit le personnel des Hautes Ecoles (HES) du canton de Vaud, de la HEP Lausanne et de l'Unil, ceci sans distinction de statut. Le SSP regroupe dans tout le pays plus de 35 000 salarié·e·s accomplissant des tâches d'intérêt public (enseignement, administration, santé, social,...). Il est membre de l'Union syndicale suisse.

- JE SOUHAITE PLUS D'INFORMATIONS SUR LE SSP-HAUTES ÉCOLES
- JE SOUHAITE ADHÉRER AU SSP-HAUTES ÉCOLES

Nom

Rue et n°

Téléphone

Prénom

Localité

Lieu de travail

À renvoyer à: SSP Région Vaud - case postale 1324 - 1001 Lausanne ou à vaud@ssp-vpod.ch

RÉDACTION

Comité SSP-Hautes Écoles.

SYNDICAT DES SERVICES PUBLICS
AVENUE RUCHONNET 45
CASE POSTALE 1324
1001 LAUSANNE
T 021 341 04 10 / F 021 341 04 19
VAUD@SSP-VPOD.CH

Pour plus d'informations sur nos activités, consulter les anciennes lettres d'informations et trouver les prises de position du SSP :

[HTTP://VAUD.SSP-VPOD.CH](http://VAUD.SSP-VPOD.CH)

FACEBOOK : SYNDICAT SSP VAUD